

Nourrir la métropole autrement : une entrée par Istanbul

Esra UGURLU

Doctorante, Université de Rennes 2
ESO-Rennes, UMR6590
Campus Villejean (Rennes)
Place du recteur Henri Le Moal
CS 24307
35043 Rennes cedex
esra.ugurlu@univ-rennes2.fr

Résumé

L'émergence des circuits courts alimentaires en Turquie est très récente mais devient l'objet d'une attention grandissante. La présente communication propose de dessiner le panorama stambouliote des réseaux coopératifs en essayant de comprendre leurs contextes d'émergence grâce à l'analyse des objectifs qu'ils se donnent, de leur logique d'action, de leurs modalités de fonctionnement, de leur agenda et de leurs rapports les uns aux autres. Nous espérons ainsi pouvoir ouvrir un débat sur la durabilité de ces démarches alternatives, encore largement marginalisées, dans une métropole dominée par des politiques néolibérales en vigueur.

Mots-clés : circuits courts, logiques d'action collective, alternative, métropole, réseaux alimentaires coopératifs

Abstract

The emergence of short food supply chains in Turkey is very recent but becomes the object of an increasing attention. The present paper proposes to draw an overview of the co-operative networks in Istanbul by trying to understand their contexts of emergence through the analysis of their goals, operating logics and modalities, their agenda, and the relationships between them. We hope to lead to a debate discussing the sustainability of these alternative forms, still widely marginalized, in a metropolis dominated by the current neo-liberal policies.

Key-words: short food supply chains, collective public action, alternative, metropolis, co-operative food networks

Introduction

Depuis quelques décennies, dans la recherche en sciences sociales, les circuits courts alimentaires sont associés à un champ plus vaste nommé les systèmes agroalimentaires alternatifs. Il s'agit du renouveau des pratiques très anciennes par opposition aux filières dites conventionnelles, introduites par la rationalisation industrielle et marchande des biens alimentaires. Cette antinomie est souvent expliquée par un tournant vers la qualité (Goodman, 2003) qui s'inscrit dans une approche multidimensionnelle : elle recouvre des aspects gustatif, sanitaire, environnemental, relationnel ou social de la qualité de l'alimentation (Codron et al., 2006). La réflexivité ou la prise de conscience que ce tournant sous-entend peuvent être à la fois liées à un engagement dans la promotion d'une alimentation durable, responsable et solidaire avec les petits producteurs qu'à des attentes purement égocentrées chez les consommateurs (Jarosz, 2008 : 234). Ainsi de diverses modalités de circuits courts prennent de plus en plus le devant de la scène alimentaire et constituent un ensemble d'innovations sociales sous forme des formules constamment négociées et hybridées (Dubuisson-Quellier et Le Velly, 2008 : 105). La définition des circuits courts alimentaires n'est donc pas figée : c'est un phénomène encore mouvant, d'où la nécessité de ne pas exclure certaines démarches en émergence et des acteurs qui y participent (Héroult-Fournier et al., 2012). L'analyse de leur complexité nécessite l'étude des contextes historiques, politiques, sociaux et économiques dans lesquels elles s'affirment. Comment les réseaux alimentaires alternatifs sont-ils spatialement et socialement définis dans un contexte donné ? Quelle est la nature et la mesure de l'alternativité qu'ils entendent ? Quels enjeux, quelles aspirations et quels principes motivent le plus leur émergence et spécifie leur action ? Telles sont les questions de départ auxquelles nous nous tachons de répondre afin de comprendre la réalité de ce qui existe en

pratique et de dégager une définition des circuits courts alimentaires dans la spécificité de notre contexte d'étude. En établissant le panorama stambouliote des formes innovantes de distribution alimentaire, champ d'étude peu investi de par la récence relative de l'apparition des tentatives et du débat public en la matière, nous visons à appréhender conjointement le contexte d'émergence de ces démarches, leur diversité et leurs points communs et les objectifs que leur assignent leurs promoteurs.

Comme le fait remarquer Catherine Hérault-Fournier, la compréhension des enjeux liés au renouveau des liens entre producteurs et consommateurs exige un retour en arrière sur le rôle et la place des producteurs dans la production et la commercialisation des produits alimentaires (Hérault-Fournier, 2012 : 25). L'objectif de comprendre les circuits courts alimentaires sous l'angle des innovations sociales va dans un sens parallèle. Ces dernières sont souvent mises en lien avec l'émergence de nouvelles modalités de coordination des relations entre les acteurs sociaux afin de répondre à des attentes sociales. Elles constituent des alternatives aux mécanismes de coordination marchands, lorsque ceux-ci ne satisfont pas ou plus certains besoins liés au bien-être des populations. La nécessité d'alternatives est donc liée aussi bien aux défaillances de marché aux yeux des individus sujettes aux inquiétudes d'ordre sanitaire, social ou environnemental qu'aux processus de désengagement de l'Etat (Chiffolleau et Prevost, 2012). Ainsi il devient important de saisir ce que l'alternative alimentaire voudrait dire dans la spécificité d'un contexte donné. Nous allons donc commencer par tracer la transformation agraire en Turquie, ses impacts sur l'urbanisation et la métropolisation ainsi que sur les pratiques de consommations dans les grandes villes. La deuxième partie sera consacrée à la documentation des circuits courts alimentaires, leur fonctionnement, les objectifs principaux qu'ils se donnent, les enjeux qu'ils privilégient de

problématiser dans leur action collective pour discuter enfin les possibilités de durabilité de ces circuits.

1. La transformation agraire en Turquie

Dans leur ouvrage qui propose de « rediscuter » la question agraire en Turquie (Keyder et Yenal, 2013), Zafer Yenal et Caglar Keyder retracent la transformation de l'agriculture sous l'angle de la gouvernance mondiale et de la paysannerie. Comme exposent les auteurs, les années 1980 a vu la transition des politiques de régulation développementalistes et nationales basées sur l'industrialisation par substitution aux importations vers les politiques de croissance basées sur l'exportation. Parallèlement à ce glissement, les secteurs agricole et alimentaire sont rentrés dans une période de restructuration durant laquelle les transformations dans l'agriculture du pays ont suivi les tendances globales de dérégulation et d'internationalisation du système agroalimentaire. Conformément aux demandes du FMI et de la Banque mondiale, de multiples réformes et mesures ont été introduits dans l'objectif de réduire les dépenses publics et de libéraliser les marchés alimentaires : la réduction des subventions des entrants agricoles, l'augmentation du taux d'intérêt des prêts agricoles, la privatisation des entreprises publiques économiques...

Pendant la même période, nous avons également assisté à d'autres transformations importantes dans le régime du commerce international des produits alimentaires (*ibid.* : 113-114). La plus importante d'entre elles peut être considérée comme la libéralisation de l'importation et l'exportation des produits agricoles. Le relâchement des contrôles douaniers a provoqué la commercialisation et l'internationalisation rapides du secteur semencier. L'importation des variétés de semence hybride a augmenté promptement à partir des années 1980. Cette situation a pris une plus grande ampleur en 2006 : le gouvernement a voté la loi

donnant le pouvoir de régulation du marché semencier à un corps privé. L'Association des producteurs de semences est alors devenue responsable de l'enregistrement et de la certification des variétés ainsi que d'empêcher la commercialisation des variétés non enregistrées. Les agences publiques et les petits producteurs se font ainsi exclure du marché semencier à cause des processus de certification coûteux. L'usage de nouvelles variétés de semence et de semis entraîne des coûts de production élevés et une plus grande dépendance à l'égard du marché pour l'approvisionnement en intrants agricoles puisque ces derniers sont souvent accompagnés d'une série d'exigences spécifiques. Ce qui en résulte inévitablement c'est la vulnérabilité grandissante des petits producteurs face aux nouveaux protocoles du marché : standards de qualité, certification, les droits de propriété intellectuelle, etc. Cette exclusion s'est radicalement aggravée avec la commercialisation plus récente du marché : les petits producteurs ne pouvaient plus bénéficier des options du crédit plus intéressantes avec une plus grande facilité de remboursement proposées par les banques et les coopérations publiques (Keyder et Yenil, 2011 : 68).

Un autre facteur qui a approfondi davantage les effets déstabilisants de la volatilité des conditions du marché et de la commercialisation sur les ménages ruraux a été l'asymétrie de l'information sur la production entre les producteurs et les acheteurs. La réglementation en vigueur limite l'accès d'un producteur ordinaire à l'information fiable sur les conditions du marché, ce qui fragilise les producteurs par rapport aux fluctuations du marché. Les producteurs n'ayant pas de connections ou d'affaires préétablies avec des revendeurs deviennent ainsi tributaires des intermédiaires pour pouvoir vendre leurs produits dans le marché de gros (Cimen, 2001). Une fois que le produit entre dans le marché de gros, l'établissement de son prix se fait par un accord entre le commissionnaire et le grossiste. Autrement dit, outre les conditions du marché, ce sont quasi exclusivement les compétences

de négociation, le réseau et le savoir-faire du commissionnaire qui déterminent si le producteur fait une bonne affaire ou non. De plus ces commissionnaires sont devenus une autre source d'emprunt du fait qu'ils effectuaient souvent un paiement anticipé qui serait remboursé par les producteurs une fois que leur récolte est rendue.

C'est donc dans ce climat de restructuration économique que nous avons assisté à l'intégration des petits producteurs au marché dans une position de dépendance et un cercle vicieux d'endettement, ce qui a poussé la population rurale à une recherche de revenu supplémentaire. Ici nous tenons à aborder la spécificité de la vague d'exode rurale des années 1990 : il s'agit du déplacement « forcée » de la population kurde sous l'effet de la guerre dans le sud-est de la Turquie. En effet, les individus dont l'activité principale était l'agriculture et l'élevage jusqu'alors ont été prolétarisés à travers l'expropriation. Ils ont dû rompre leur lien avec la terre de façon définitive et émigrer, en dehors de leur volonté, dans les grandes villes comme Istanbul, Ankara et Izmir pour vendre leur main d'œuvre. (Le déracinement de ces personnes faisait qu'ils aient plus)

Sous l'effet conjugué de la vulnérabilité des petits producteurs qui se retrouvent ainsi dans une situation de volatilité et d'insécurité, le déracinement des individus d'origine kurde, et le développement du secteur des services dans les métropoles, la Turquie a vu l'émergence de nouveaux paysages urbains qui ne cessent de changer, notamment à Istanbul, ville qui a connu la métropolisation la plus importante et frappante. Comme l'indique Jean-François Pérouse (Pérouse, 2012), si on considère la ségrégation socio-spatiale comme un des indices du processus de métropolisation, le cas d'Istanbul est stupéfiant. L'étalement urbain s'est accompagné d'une fragmentation sociale nette. Même si la territorialisation des différences socio-économiques n'est pas un phénomène nouveau, elle s'est accentuée avec la

libéralisation de l'économie turque survenue à partir de 1980 et avec l'apparition de nouvelles classes supérieures, au train de vie ostentatoire, liées aux secteurs d'importation et d'exportation, des médias privés et de la finance.

Si la métropolisation conteste dans sa réorganisation conteste dans sa réorganisation de l'espace une dualité territoriale rural/urbain, la facette sociale de cette dualité fait à Istanbul que le fait « au village » renvoie à quelque chose d'« attardé » ou de « dépassé » qui contraste avec tout ce qui est moderne dont les nouvelles formes de consommation. La « supermarchéisation », provoquée par la pénétration des grands investisseurs nationaux et internationaux dans le secteur agroalimentaire et le commerce de détail, a joué un rôle très important dans ce changement des pratiques alimentaires. L'un des exemples significatifs est lié au secteur de fast-food qui commence à se répandre à partir surtout des années 1990. En même temps les aliments industriels jusqu'alors peu commercialisés ont commencé à prendre leur place dans les rayons de supermarché et les cuisines des classes supérieures urbanisées. Toutefois comme Yenil et Keyder tiennent à préciser, ces aliments originellement « fordistes », du fait d'émerger de la production et de la consommation de masse et d'être partie intégrante de l'alimentation des classes populaires en Europe et aux États-Unis entre les années 1940 et 1970 se consommaient différemment en Turquie : leur consommation se limitait aux classes moyennes urbaines (Keyder et Yenil, 2013 : 122). De ce fait, ces aliments devenaient des marques de distinction entre les classes et les statuts sociaux différents. Nous pouvons observer cette distinction devenir floue avec la concentration de la population dans les zones urbaines puisque une partie grandissante d'individus quittent leur statut de producteur pour devenir consommateur.

Keyder et Yenal parlent de la disparition de deux sortes de savoir en lien avec les priorités du marché en vigueur qui finit par détacher le monde physique du social (Keyder, Yenal, 2013 : 25-26). Il s'agit de la dépossession de deux sortes de savoir. La première peut être considérée comme le fruit de la généralisation de l'agriculture intensive moderne. Les méthodes de ce système focalisé sur la productivité rend la préservation et la transmission des savoirs sur le terroir et les produits presque impossible. En effet les savoirs sur par exemple les semences paysannes ou les techniques culturelles et de défense des cultures sont en grande partie nourris de la mémoire collective et sont inhérents aux pratiques de production. La transformation industrielle des activités de production tout comme les mouvements migratoires qui en résultent font disparaître le fondement de la possession et de la reproduction d'une telle sorte de savoir. Deuxièmement on parle d'une perte de savoir qui dépasse les activités de production à l'échelle locale. Il s'agit non seulement de la disparition du savoir mais aussi d'une transformation liée à la qualité de celui-ci : la spécialisation, l'industrialisation, la commercialisation et la marchandisation ainsi que les mutations radicales dans les canaux de consommation alimentaire et les méthodes de production ont causé de grands changements dans la qualité de l'information recherchée et circulée sur les aliments. Parmi ces changements, on note non seulement les processus matériels comme les nouveaux modes de vie, la supermarchéisation, l'intensification de la consommation des aliments prêts à manger mais aussi des processus culturels et symboliques comme les nouveaux critères de fraîcheur et d'hygiène et esthétiques ou les nouveaux peurs et inquiétudes liés à la santé. Les pratiques, les préférences et les priorités en ce qui concerne la consommation alimentaire se voient ainsi changer.

Dans ce nouveau contexte où il n'y a plus de rencontre directe entre le producteur et le consommateur, les signes de qualité et de fiabilité de l'aliment se limitent à l'étiquette ou au

certificat. Parallèlement, la curiosité, les priorités ou les préférences à l'égard des processus de production et du terroir ont perdu beaucoup d'importance.

Ce fût notamment la pénétration du capital international qui a transformé la scène de consommation en lien avec ces transformations dans la production et la distribution alimentaires (Keyder et Yenal, 2013 : 120). Non seulement les grandes entreprises nationales consacraient un investissement grandissant dans le secteur agroalimentaire et le commerce de détail mais aussi les investisseurs internationaux considéraient la Turquie comme un marché rentable. Parallèlement à la « supermarchéisation » et l'urbanisation (*ibid.* : 130) les pratiques alimentaires des classes moyennes urbaines ont été les premières à changer. L'un des exemples significatifs de ces changements est lié au secteur de fast-food qui a commencé à se répandre significativement à partir des années 1990. En même temps, les aliments industriels jusqu'alors peu commercialisés, trouvaient désormais leur place dans la cuisine des ménages. Toutefois, les auteurs tiennent à préciser que ces aliments qui émergent de la production et de la consommation de masse, identifiables de « fordistes » sont consommés différemment en Turquie : leur consommation se limite aux classes moyennes urbaines alors qu'ils font partie intégrante de l'alimentation des classes populaires en Europe et aux Etats-Unis entre les années 1940 et 1970. Cette nuance est importante à souligner lorsque l'on a affaire à l'émergence des débats sur la qualité de l'alimentation ou le rapport à la mémoire collective et aux savoir-faire traditionnels. Si la modernisation de la Turquie implique fortement une occidentalisation des pratiques de tout ordre et une rupture avec le passé, l'alimentation n'en fait pas exception (Dellaloğlu, 2013). Car c'est également dans ce sens que la dualité producteur/consommateur, ville/campagne n'a pas cessé de se creuser.

2. Définir l'alternative alimentaire à Istanbul

Les interrogations sur les failles qualitatives de la modernité alimentaire sont aujourd'hui assez courantes. Il s'agit d'un faisceau d'informations sur les aliments naturels, l'agriculture biologique, les marchés écologiques, ou les aliments concernés par les OGM, circulées dans les médias. Toutefois ces informations –et par ailleurs la désinformation qu'elles peuvent souvent créer- s'adressent plutôt aux consommateurs en abordant la qualité nutritionnelle, gustative et sanitaire des produits alimentaires. L'alimentation et tout ce qui gravite autour la consommation alimentaire sont désormais des sujets banaux du quotidien. Les enjeux économiques, sociaux ou environnementaux que la modernité alimentaire soulève restent en revanche des dimensions peu prises en considération. Keyder et Yenal illustre ce paradoxe par l'offre grandissant des produits certifiés « bio » ou « naturel » dans les supermarchés des grandes villes alors que les questions de commerce équitable ou d'usage éthique de la main d'œuvre dans les processus de production ne font guère partie du registre des mécanismes de certification (Keyder, Yenal, 2013 : 15). Cet exemple devrait bien évidemment être nuancé lorsqu'il est question d'interroger les systèmes de certification en soi mais il reste tout de même symptomatique du décalage temporel qu'il existe entre par exemple la France et la Turquie.

2.1. L'état des lieux des expérimentations alternatives de distribution alimentaire à Istanbul

Dans un tel contexte l'émergence des circuits courts alimentaires comme des démarches alternatives reste assez récente et apparaît comme des expérimentations timides. Les réseaux que nous étudions ici ont pour point commun essentiel de fonctionner tous sur le principe de volontariat dans l'objectif de solidarité avec les petits producteurs en leur donnant le garanti

d'une certaine assurance que les conditions de marché ne garantissent plus. Toutefois, il existe dans leurs modalités d'organisation certaines différences.

Nous allons d'abord présenter ces réseaux pour ensuite discuter et synthétiser les points communs et les divergences dans leurs modalités d'action autour des concepts clés qu'ils emploient pour désigner leurs revendications.

*BÜKOOP*¹ est un coopératif qui se définit à travers de multiples objectifs : l'accès aux aliments sains de qualité produits d'une agriculture écologique, l'établissement de l'entraide et de la coopération durables entre les petits producteurs qui pratiquent l'agriculture écologique/traditionnelle ou biologique et les consommateurs, la préservation des méthodes agricoles traditionnelles/savantes, la libération des agriculteurs employant ces méthodes des contraintes imposées par l'économie de marché et la mise en place d'un système participatif de certification qui remplacerait le label « agriculture biologique ». La coopérative a été fondée en 2009 par un groupe de sept, tous personnels de l'Université de Bogazici (enseignants chercheurs, bibliothécaire, adjoints techniques, assistants ingénieurs). L'idée est née suite à un échange avec *Ciftci-Sen*², l'objectif étant une collaboration entre les deux corps. *Ciftci-Sen* se donne pour l'objectif d'assurer l'organisation des petits producteurs qui pratiquent « l'agriculture paysanne savante » tandis que *BÜKOOP* vise à organiser la demande par la commercialisation des produits de ces producteurs à un prix qui rémunère correctement leur travail.

Le fonctionnement actuel de *BÜKOOP* consiste donc à l'offre des produits dans un local qui se trouve dans le campus universitaire. Ce lieu de vente ouvre ses portes chaque jour de la

¹ La coopérative de consommation des membres de l'Université de Bogazici (Boğaziçi Üniversitesi Mensupları Tüketim Kooperatifi)

² Confédération des syndicats des exploiters agricoles (Ciftci Sendikaları Konfederasyonu)

semaine pendant une heure grâce aux volontaires de la coopérative. Il s'agit d'un éventail de produits qui se conservent longtemps comme le miel, le fromage, les fruits secs, la farine, le riz, etc. Les membres de la collective regrettent l'absence des fruits et des légumes frais mais les moyens qu'ils disposent pour le moment ne permettent pas à la commercialisation de ces produits.

Yeryüzü Derneği est une association, fondée en 2009, par l'initiative d'un petit groupe de personnes investies chacune individuellement dans la promotion d'un mode de vie écologiste. Leur première action fût la création des jardins urbains à Istanbul. Le projet de construction d'un écovillage et les ateliers sur la permaculture font partie des actions qui ont suivi cette première et qui ont motivé l'augmentation du nombre des volontaires de l'association. La mise en place de leur action dans le domaine d'une distribution alimentaire proprement dite ne se fait que trois ans après la fondation, suite à la prise de conscience de l'expérience de *BÜKOOP*. Une coopérative de consommateurs a été ainsi fondée en 2012 sous le toit de l'association.

Au début, la distribution se faisait uniquement à Kadıköy, les promoteurs ont choisi avec le temps de décentraliser celle-ci en fonction des arrondissements où la demande se concentrait le plus. Aujourd'hui cette coopérative rassemble quatre collectifs de distribution, actifs dans des arrondissements différents. Les groupes de volontaires qui assurent ces distributions mensuelles fonctionnent de façon autonome mais en échange constant les uns avec les autres. L'activité de chacun des groupes consiste à préparer et diffuser une liste de produits aux membres concernés de leur arrondissement, communiquer les commandes aux agriculteurs et assurer ensuite la distribution des produits commandés dans un local.

Les promoteurs de l'association insistent sur le fait que celle-ci est conçue et fonctionne comme une organisation horizontale, sur le principe de « volontariat tournant » qui est abordé comme le facteur principal assurant la durabilité des actions de l'association ainsi que les « relations solidaires, communautaires et innovatrices » mises en avant dans chacune de ces actions.

*Kadıköy Tüketim Kooperatifi Girişimi*³ se définit comme une initiative de coopérative puisque les démarches pour l'obtention du statut administratif ne sont pas encore effectuées. L'idée d'une coopérative de consommation a été abordée, pour la première fois, dans le cadre des forums de quartier et de parc organisés suite au mouvement contestataire du Parc Gezi. Les forums ont donné lieu à l'organisation d'un atelier centré sur l'arrondissement de Kadıköy, avec la participation également de *BÜKOOP* et de *Ciftci-Sen*. L'idée de départ s'est concrétisée lors de cet atelier et les réunions régulières autour de la création du réseau coopératif ont commencé à être organisées pour une première distribution de 50 « paniers thématiques » en mars 2015. Les paniers suivants ont été proposés et distribués avec deux ou trois mois d'écart et leur nombre n'a cessé d'augmenter (100 pour le deuxième, 200 pour le troisième, 300 pour le quatrième et 350 pour le cinquième). Après chaque distribution, l'initiative organise une réunion ouverte à tous pour faire un bilan et échanger avec les consommateurs qu'ils invitent à prendre activement part dans la « cuisine » de l'action.

Dernièrement nous avons *DÜRTÜK*⁴, un collectif qui définit son principe fondateur comme la solidarité avec la production locale à Istanbul et ses alentours et la lutte contre la destruction de ces activités de production. Les objectifs qui s'en suivent sont « l'accès aux aliments de qualité à un prix abordable, le soutien aux conditions d'existence du petit producteur ainsi que

³ L'initiative de coopérative de consommation à Kadikoy

⁴ Collectif de producteurs et de consommateurs résistants (Direnen Üretici Tüketici Kolektifi)

le soutien actif à la lutte écologique à travers l'établissement d'une économie alimentaire alternative ». Les membres fondateurs du collectif se sont réunis, pour une première fois, dans le cadre des forums organisés suite au mouvement contestataire du Parc Gezi. L'idée de départ de cette série de forums était la discussion autour de « la politique des communs aux temps de la révolte mondiale ». La réunion consacrée au débat sur les communs alimentaires avait pour l'objectif de problématiser la production, la distribution et la consommation alimentaires en termes de la politique des communs. *DÜRTÜK* apparaît comme le fruit de cette réunion. Toutefois le contexte d'émergence spécifique de cette initiative se coïncide concrètement avec les travaux de démolition des jardins maraichers installés sur des terrains publics le long de la muraille de Constantinople, dans le cadre du projet municipal de récréation voté en novembre 2014.

Le collectif se donne l'objectif de faire le pont entre les maraichers de la muraille et les consommateurs. La modalité de fonctionnement est celle de la commande hebdomadaire : chaque semaine, depuis le début de 2016, une liste de produits est conçue en fonction de la récolte des maraichers, cette liste est communiquée aux membres par le moyen d'une liste de diffusion. Ces derniers ont deux jours pour passer leur commande et ont à la retirer le jeudi à un local situé à Taksim, le centre moderne d'Istanbul.

2.2. Discussions autour de l'alternativité : de l'alimentation comme un bien commun à l'initiative réciproque

Tous les réseaux étudiés ont en commun de chercher à opérer la reconnexion entre la ville et la campagne, les producteurs et les consommateurs. Si cette recherche est abordée à chaque entretien lorsqu'il est question d'une alternative alimentaire, il se prononce toutefois différemment en fonction des priorités des réseaux.

L'action collective des promoteurs de *DÜRTÜK* se construit avant tout sur un appel à conceptualiser l'alimentation comme un bien commun. Ceci implique de considérer l'alimentation comme un ensemble de processus collectifs de reproduction sociale autonome, indépendants des conditions du marché et de l'Etat. Dans cet ensemble se trouvent de multiples dimensions comme l'origine des semences et de l'eau d'irrigation, les types de la main d'œuvre employés ou la propriété de la surface exploitée. La perception de l'alimentation comme une chaîne de processus mettant de divers acteurs et géographies en lien est le seul moyen, déclarent-ils, de révéler que ces processus composés des relations sociales, économiques et politiques impliquent de nombreuses relations de pouvoir et inégalités. Les difficultés de survie des petits producteurs locaux, l'exploitation de la main d'œuvre précaire et sans sécurité sociale, l'aggravation de l'endettement paysan, la monopolisation et l'industrialisation de la production alimentaire ou la marchandisation de l'alimentation sont quelques dynamiques qui découlent de ces relations inégalitaires. La production, le traitement, la distribution et la consommation alimentaires doivent tous être des processus collectivement et égalitairement imaginés pour remédier à ces problèmes. Ceci impliquerait d'abord la politisation de la demande en renversant le processus de la dissociation du consommateur des processus de la production alimentaire. Dans cette conception, l'accès aux aliments sains de qualité se ferait à travers une action collective qui revendique la reproduction des conditions de survie des petits producteurs ainsi que leur capacité de maîtriser leur prix de vente. Il s'agit donc du rejet systématique d'une vision qui privilégierait les préférences individuelles exclusivement égocentriques des consommateurs dans la construction d'une alimentation alternative.

Les acteurs de *DÜRTÜK* ont choisi, comme point de départ, la solidarité avec les jardins maraichers stambouliotes qui font face au danger de démolition. Ici le mot résistance prend un

double sens. Bien qu'ils admettent que tout petit producteur local qui continue son activité agricole fait preuve d'une résistance, ils ont choisi dans un premier temps de travailler avec les acteurs des manifestations contre la démolition pour trois raisons principales. La première en est la plus directe : la solidarité avec les interlocuteurs d'une résistance actuelle contre le danger de devenir sans-terre. La deuxième raison s'explique par la proximité spatiale qui donnerait lieu à la proximité relationnelle en facilitant le dialogue entre les différents acteurs impliqués. Enfin la troisième raison est liée au statut de ces jardins maraichers dans le paysage urbain stambouliote : ceux-ci font eux-mêmes partie du registre des biens communs du fait des valeurs historique, symbolique et culturelle importantes qu'ils incorporent. En effet, l'agriculture urbaine a une longue histoire à Istanbul. Ces jardins connus sous le nom de « *bostan* », étaient longtemps tissés à la vie quotidienne et ont été exploités par des maraichers compétents dotés chacun des savoir-faire importants. Toutefois avec l'urbanisation, l'aspiration à la modernisation et l'ambition de devenir une capitale mondiale, ils n'ont pas cessé de perdre de volume et d'être marginalisés (Kaldjian, 2004 : 284-285).

Dans ce sens, *DÜRTÜK* détermine sa première raison d'être comme une réponse à un problème urgent et organise son action sur ce fondement. Les questions de qualité gustative ou sanitaire des produits sont certes valorisées mais occupent une place secondaire dans leur démarche de promotion. La dimension de qualité qu'ils privilégient est clairement de nature socio-politique et correspond à politiser la demande au-delà des questionnements exigeants liés par exemple à l'usage des intrants chimiques. Ils se tâchent d'abord de renforcer la conscience sur un problème urgent pour créer une demande régulière qui assurerait les conditions de survie des producteurs des jardins maraichers. La première revendication est de défendre le droit de parole directe des « usagers-contributeurs » dans les décisions concernant les lieux où se pratique l'agriculture urbaine. Une fois que la stabilité du statut des maraichers

est assurée à travers une demande politisée, il deviendrait ensuite envisageable de convaincre ces derniers d'arrêter l'usage des intrants chimiques.

L'ambition de dépasser la dualité producteur/consommateur est exprimée différemment par les promoteurs de *Kadıköy Tüketim Kooperatifi Girişimi*. Ceux-ci parlent de l'« initiative réciproque » et la définissent comme l'établissement d'un modèle participatif fondé sur la mise en avant des processus collectifs de décision dans toutes les étapes de production et de consommation. Ce qui différencie la mise en pratique de ce principe, en soi similaire à celui des biens communs, c'est la logique d'action qu'ils tissent autour. Les promoteurs de l'initiative soulignent leur crainte de rester une niche et agissent avec l'idéal de pouvoir se faire entendre par chacun des habitants de Kadıköy (465.954 en 2015). Ainsi la promotion de leur action à travers l'accent mis sur l'offre d'aliments de qualité n'est pas considérée comme un inconvénient pour leur objectif principal d'établir la souveraineté alimentaire. Pour eux, la politisation de l'alimentation peut se faire au travers d'une simple demande d'accès aux aliments de qualité même si le demandeur n'est pas forcément sensible, au début, aux enjeux politiques, écologiques et sociaux que l'alimentation recouvre. D'abord parce que le potentiel d'un tel consommateur de devenir actif dans les mécanismes de décision n'est pas négligeable. Cette idée est exprimée en termes d'une « pédagogie alternative » : inciter les consommateurs à s'interroger davantage sur le fait alimentaire, les encourager ainsi à prendre part dans une initiative réciproque avec les producteurs en l'absence d'intermédiaires. Deuxièmement, même si cet objectif n'est pas directement atteint pour chacun des consommateurs passant une commande, ceux-ci contribuent tout de même à la visibilité de ce circuit alternatif dans les débats publics. Cette visibilité est considérée comme une condition essentielle de la pérennisation et du renforcement des circuits courts alternatifs.

Ainsi il s'agit d'une exigence plus importante par rapport à la qualité des produits commercialisés par l'initiative. Pour s'assurer de l'emploi de l'agriculture dite paysanne savante, ils bénéficient de la référence de *Ciftci-Sen*. Cette référence ne correspond pas à un certificat d'agriculture biologique puisque les acteurs de l'initiative dénoncent la réglementation actuelle en matière de la certification biologique, sous l'autorité des organismes privés. La proximité physique des lieux de production passe ici au plan secondaire puisqu'il s'agit de la commercialisation des produits livrés des régions éloignées physiquement. Ceci est le cas pour les deux autres réseaux à savoir *BÜKOOP* et *Yeryüzü Derneği*. Par ailleurs, ces trois réseaux travaillent tous avec les mêmes producteurs et les logiques d'action qui orientent leur démarche sont assez similaires. Ceci s'explique par le fait que le modèle développé par *BÜKOOP* a directement inspiré l'émergence de deux autres. Dans le chapitre suivant nous allons brièvement aborder cette inspiration dans le sens de la construction d'un dialogue entre ces divers circuits et le rôle que celui-ci peut jouer dans leur durabilité.

2.3. A la recherche de la durabilité des systèmes alimentaires alternatifs : construire des « micro-territoires alimentaires » ?

Quel que soient les revendications mises en avant par les promoteurs de ces circuits courts, les notions qu'ils emploient pour les exprimer, leur degré et nature d'engagement dans de divers enjeux que la modernité alimentaire soulève aujourd'hui, ils ont pour point commun d'exprimer une volonté de nourrir la métropole autrement. Ils ont également tous tendance à préciser que les alternatives qu'ils proposent ne font que constituer un modèle innovateur et modeste dans l'état actuel des choses. Ainsi ils soulignent l'importance du dialogue entre les différents réseaux. En effet l'expérience de *BÜKOOP* a servi de modèle, comme abordé plus

haut, à l'émergence de *Yeryüzü Derneği* et *Kadıköy Tüketim Kooperatifi Girişimi*. Dans ce sens, tous les acteurs interviewés mettent l'accent sur la nécessité de diviser la métropole en micro-territoires alimentaires. Ils proposent leur modèle à la disposition de tous les autres qui s'approprieraient ce modèle conformément aux modalités et à la logique d'action qui leur conviennent le plus. Ce qui motive cette idée est aussi bien l'esprit de forums de quartier réalisés après le mouvement contestataire du Parc Gezi que les limites des moyens dont ils disposent. Les considérations liées à la durabilité de ces systèmes alternatifs dans la métropole et leur capacité éventuelle de créer une véritable alternative aux filières longues s'inscrivent donc dans une logique de création des micro-territoires alimentaires qui bénéficient de l'expérience des autres. Les acteurs des réseaux étudiés ici croient donc pouvoir motiver un retour bénéfique à l'agriculture paysanne pratiquée à petite échelle par leur action collective.

Conclusion

La quête d'une nouvelle forme de consommation est en émergence en Turquie. Nous avons essayé d'exposer un bref panorama de ce qui existe en termes de circuits courts alimentaires à Istanbul. La présente communication ne prétend guère être une documentation exhaustive des réseaux qui font preuve d'une innovation sociale en matière de l'alimentation. Car, en l'absence actuelle des travaux scientifiques dans ce domaine en Turquie, la définition de l'alternativité dans le contexte stambouliote où les initiatives restent encore très jeunes, nécessite davantage d'interrogations, d'analyse et de recul par rapport aux données récemment obtenues sur le terrain.

Nous pouvons tout de même conclure cette première tentative de synthèse, en disant que la façon dont les acteurs des réseaux étudiés expriment les concepts, les valeurs, les objectifs et

les idéaux qu'ils mettent en avant dans la construction d'un système alimentaire alternatif nous permettent d'observer la fleuraison des tentatives innovatrices.

Bibliographie

Chiffolleau Y., Prevost B., « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Noréis*, n°224, 2012, p. 7-20.

Codron J.-M., Sirieix L., Reardon T. (2006), « Social and environmental attributes in an emerging mass market : challenges of signaling and consumer perception, with European illustrations », *Agriculture and Human Values*, vol. 23, n°3, p. 283-297.

Çimen Z. A. (2001), « Antalya İli Kumluca İlçesindeki Sera Üreticilerinin Pazarlama Sorunları », *Akdeniz İ.İ.B.F Dergisi*, n°1, p. 1-14.

Dellaloğlu B. (2013), *Modernleşmenin zihniyet dünyası. Bir Tanpınar Fetişizmi*, Ufuk Yayınları, İstanbul.

Dubuisson-Quellier S., Le Velly R., (2008), « Les circuits courts entre alternative et hybridation », in *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, coordonné par Maréchal G., Educagri, Dijon, p. 105.

Goodman D. (2003), « The quality 'turn' and alternative food practices: reflections and agenda », *Journal of Rural Studies*, n°19, p. 1-7.

Hérault-Fournier C., Lanciano E., Maurines B., Poisson M., Prigent-Simonin A.-H., Saleilles S. (2012), « Introduction », in *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*, coordonné par Prigent-Simonin A.-H., Editions Quae « Sciences en partage », p.15-22.

Hérault-Fournier C. (2012), « Qualifier la relation entre producteur et consommateur », in *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*, coordonné par Prigent-Simonin A.-H., Editions Quae « Sciences en partage », p. 25-44.

Jarosz L. (2008), « The city in the country : Growing alternative food networks in Metropolitan areas », *Journal of Rural Studies*, vol. 24, n°3, p. 231-244

Keyder C., Yenal Z. (2011), « Agrarian Change under Globalization : Markets and Insecurity in Turkish Agriculture », *Journal of Agrarian Change*, vol. 11, n°1, p. 60-86.

Keyder Ç., Yenal Z. (2013), *Bildiğimiz tarımın sonu. Küresel iktidar ve köylülük üzerine*, İletişim Yayıncılık, İstanbul.

Kaldjian P. (2004), « Istanbul's Bostans : A Millennium of Market Gardens », *Geographical Review*, vol. 94, n°3, p. 284-304.

Pérouse, J.-F. (2009), « Istanbul », in *La Méditerranée à l'heure de la métropolisation*, coordonné par Douay N., OTM-PUCA, Paris, p. 115-122.